

Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article280>

Fédération Humaniste Européenne

Pour la laïcité en Europe - Paris 14 septembre 2008

- Communiqués, prises de positions, actions - 04 14 septembre 2008 pas de financement public de la visite du pape ! -



Publication date: mercredi 17 septembre 2008

Copyright © Fédération Nationale de la Libre Pensée - Tous droits réservés

Chers amis

On prend presque les mêmes et on recommence.

J'étais ici à Paris le 24 août 1997 lors de la visite d'un pape (le précédent) pour, dans des circonstances semblables, vous exprimer l'attachement de la Fédération humaniste européenne à la laïcité, pas seulement en France, mais dans toute l'Europe, "Pour une Europe humaniste et laïque au 21^è siècle".

Nous voici donc plus de 10 ans plus tard placés devant une situation semblable.

Ma foi, (pardonnez moi l'expression) si la visite du pape avait pour seul objet d'entretenir, dans l'esprit de la partie la plus crédule de ses fidèles, la croyance aux miracles, aux apparitions et au surnaturel afin de les aider par ce biais à surmonter les difficultés de leur existence, si c'était de cela et seulement de cela qu'il s'agissait, sans doute pourrait on, disons sinon admettre, au moins pardonner aux responsables politiques leur attitude. Encore que financer une manifestation d'anniversaire qui repose sur le surnaturel n'est pas le meilleur moyen de promouvoir une éducation responsable.

L'appui de politiques à ce genre de manifestation est lié à l'espoir de ne pas s'aliéner cette partie de l'électorat mais elle repose aussi sur un surprenant paradoxe.

L'attitude de nombreux politiques, ici et ailleurs, donne à penser qu'ils considèrent encore que les Églises ont vocation à "éclairer la société toute entière", alors qu'à l'évidence la majorité de nos concitoyens, dans la plupart des pays européens, ne pratiquent plus guère et ne suivent plus les consignes de vie dictées par les Églises.

Nous ne sommes pas dupes, cette visite a d'autres objectifs que ceux que nous entendons.

<dl class='spip_document_225 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>



Georges Liénard ..."La haute hiérarchie de l'Église entend récupérer par le truchement des institutions politiques, sa perte d'influence dans la population sur les importantes questions de société liées au début et à la fin de la vie humaine, l'avortement, la contraception, la famille, les recherches scientifiques notamment en bioéthique, etc..." ...

Le pape et son entourage visent bien plus haut et tout autre chose, dans les différents pays, mais également dans

l'Union européenne.

La haute hiérarchie de l'Église entend récupérer par le truchement des institutions politiques, sa perte d'influence dans la population sur les importantes questions de société liées au début et à la fin de la vie humaine, l'avortement, la contraception, la famille, les recherches scientifiques notamment en bioéthique, etc...

Sans l'avoir écrit noir sur blanc, l'Union européenne ne reconnaît, ni ne salarie aucun culte, comme en France d'ailleurs. Et pourtant, voyez ce qui se trame.

Les trois présidents, de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil des ministres ont pris pour habitude, à l'initiative de l'Autriche, de recevoir officiellement ensemble les représentants des Églises.

Les sujets soulevés par ces hauts dignitaires ne concernent pas la liberté religieuse, et pas davantage d'entraves éventuelles à la libre expression des croyances religieuses.

Rien de tout cela. Il s'agit de questions de société comme l'aide au développement, la famille, la globalisation, les changements climatiques, le terrorisme,...

Sur un plan très concret, il faut savoir les sommes dépensées avec de l'argent public européen, dans le cadre de l'aide au Tiers monde, sont d'un tout autre ordre de grandeur que les montants dépensés pour cette visite papale. Chacun comprend aisément l'intérêt financier pour les Églises et les associations qui leur sont liées.

Ainsi on comprend mieux le cadre général dans lequel cette visite s'inscrit.

Chers amis, aujourd'hui l'enjeu en Europe consiste à ne pas permettre ce que la COMECE (la commission des évêques européens) réclame et que son président rappelait récemment dans une intervention, à savoir, sous couvert d'ouverture et de dialogue, formaliser des relations directes et étroites avec les autorités politiques européennes et, dans la foulée, obtenir des moyens pour permettre aux Églises de développer ses propres projets en Europe et dans le monde.

Manquant de ressources (sic), la COMECE réclame la création de structures permanentes au sein des trois institutions européennes, le Parlement européen, la Commission et le Conseil européen. Une manière habile de pouvoir intervenir plus directement dans les institutions, notamment sur les questions éthiques et plus généralement sur les questions de société.

Le côté spectaculaire de la visite papale est un épisode qui ne peut et ne doit pas occulter ces manoeuvres qui se déroulent au plus haut niveau en Europe. En d'autres termes, si les plus hautes autorités de ce pays mettent l'accent sur l'aspect religieux de la visite, c'est pour, osons le dire, éviter d'aborder publiquement le rôle politique occulte de ce chef d'un soi disant État, par ailleurs non membre de l'Union européenne.

La question qui se pose à nous, comme laïques, comme humanistes et défenseurs du principe de laïcité, déborde largement du seul aspect du financement public de cette visite. Non seulement en France mais dans les différents pays européens. Elle ne peut trouver réponse de notre part dans un seul pays.

C'est pourquoi la FHE se préoccupe, depuis sa fondation il y a une quinzaine d'années, d'y apporter réponse au niveau européen, dans la mesure de ses moyens.

La FHE et ses associations membres de toute l'Europe me chargent d'apporter à ses amis français son soutien. Tous sont conscients que, seul, isolé, dans chaque pays, nous ne pouvons pas grand chose.

Soyons clairs et constatons que l'enjeu dépasse chacune de nos associations.

Je n'ai aucune recette miracle à proposer si ce n'est qu'à évoquer l'exemple d'une action commune récente avec l'aide de parlementaires européens qui a conduit le pape à ne pas accepter l'invitation de s'adresser cette année au Parlement européen en séance publique. On dit en coulisse que le pape a rejeté l'invitation du président, trouvant l'Union devenue trop laïque notamment en ne mentionnant pas "dieu" dans le préambule du projet de traité.

Je terminerai sur deux observations :

S'il est vrai qu'il n'y a pas de recettes miracles, on ne peut s'empêcher de remarquer que, sans de solides concertations dans l'action, on risque bien de se retrouver dans une dizaine d'années, comme en 1997 et comme aujourd'hui, sans doute plus avec les mêmes, mais pour recommencer le même cérémonial.

Enfin, ne pourrait-on faire comprendre au président Sarkozy et à son entourage que confondre le dialogue avec les religions avec l'intervention des Églises dans la vie publique est non seulement *"une erreur culturelle et intellectuelle"* mais surtout un grave manque de discernement.